

- Fermer la fenêtre

Prison d'Arras : les gardiens veulent un planning « équitable »

NICOLAS ANDRÉ

21/11/2012



Hier matin, devant la porte de la maison d'arrêt d'Arras, avec les secrétaires locaux, Albert Bolzon et Jacques Flahaut.

Les gardiens de prison ont débuté un mouvement de protestation devant la maison d'arrêt d'Arras, mardi matin, à l'appel de l'UFAP UNSA Justice, syndicat majoritaire. Filtrant les entrées, pour protester contre le planning mis en place par la direction pour les fêtes de fin d'année, ils ont autorisé la visite des infirmières et de familles, au cours de la matinée. Les visites concernant les animations proposées à la prison et les extractions ont, en revanche, été bloquées. En fin de matinée, les représentants syndicaux ont rencontré la directrice, Marie-Lyne Benoot. Le mouvement a été suspendu jusqu'à jeudi, pour lui permettre de faire une nouvelle proposition de planning pour Noël et début janvier. Jacques Flahaut, secrétaire UFAP, dénonçait un traitement inégal des salariés du pénitentiaire, certains étant prévus pour effectuer le double des horaires impartis à d'autres. « *On arrive à 38 h 15 de différence entre deux gardiens. Ce n'est pas équitable* ».

Pour Albert Bolzon, autre délégué UFAP, c'est évidemment parce qu'on arrive en période festive que le problème a fait réagir, mais la gestion des salariés au sein des prisons, et à Arras notamment, demeure un sujet de mécontentement récurrent. Ici, cinquante gardiens surveillent trois cents prisonniers. « *L'organigramme n'a pas été revu depuis 1986 !* », lâche Albert Bolzon. Il y avait alors seulement une centaine de personnes incarcérées. « *Il nous faudrait cinq gardiens de plus. Actuellement nous finissons l'année avec 250 heures supplémentaires ou plus* », selon Laurent Scassellati, secrétaire régional de l'UFAP. « *Il ne faut pas oublier qu'il y a plus de mouvement aujourd'hui, plus de gens à contrôler, surtout depuis l'application du RPE (régime pénitentiaire européen)* », qui prévoit la prévention des suicides et des mesures de confort pour les prisonniers.

Le mouvement pourrait s'étendre. L'intersyndicale pénitentiaire du centre de détention de Bapaume vient d'annoncer qu'un mouvement de protestation, avec blocage de la prison, est programmé le 27 novembre, dès 6 h 30. Cette fois, c'est le

management qui serait la cible des syndicats. À Bapaume, l'UFAP est la troisième force syndicale, la CGT étant majoritaire.